



PV de la réunion « DROIT A UN TOIT – RECHT OP EEN DAK »
du 15.01.2018 au Kenniscentrum

Présents : Koen Van den Broeck (Infirmiers de Rue), Deborah Oddie (Escale), Ariane Dirieckx et Chloé Thôme (L'Ilot), Pascal Biesemens (Rolling Douche), Laurent d'Ursel (DoucheFlux), Clara Mennig (AMA), Nicolas (Petits Riens), Ana Laxini (Pierre d'Angle), Nicolas Schkoda (RestoJet), Nathalie Deroo (Fédération Bico-federatie)

1. Opération photos

Est-ce qu'on met encore de l'énergie dans ce projet ? Non, pour une communication presse, il vaut mieux attendre d'avoir quelque chose de plus consistant.

2. Suite du groupe

Une part importante des revendications ayant été entendue par les ministres, que devient l'objectif du groupe ?

Même si l'ordonnance est pratiquement écrite, nous avons encore quelque chose à jouer sur :

- les arrêtés → c'est le rôle des fédérations ;
- la future nouvelle politique de lutte contre le sans-abrisme

et c'est cette année que ça va se jouer.

Est-ce que les questions ne doivent pas d'abord repartir vers le secteur afin de voir si celui-ci est demandeur ? Il faut remobiliser pour trouver une nouvelle énergie.

Idée centrale : organiser en 2018 un grand événement/forum ouvert qui aboutirait à la rédaction d'un cahier de revendications, reprenant nos recommandations pour les politiques, en vue des prochaines élections régionales.

Si la demande est là, il faudrait demander un financement afin de pouvoir engager quelqu'un pour la coordination, et consulter le Forum et IDR pour une estimation du coût de l'organisation de cet événement et de cette publication.

Les aspects politiques seront cependant déjà portés par les fédérations. Envisager une co-organisation avec les fédérations pour que ça revienne dans un débat plus large ? Oui et non, les résultats engrangés viennent du fait que nous représentons 80 associations et pas les fédérations. Cependant, pour consulter le secteur, il est plus aisé de passer par les fédérations. Nous pourrions toujours continuer à travailler en groupe de travail distinct par la suite.

Il faut montrer que le mouvement dépasse le secteur : secteurs connexes et société civile. Pour le financement, il faut aussi viser plus large et avoir un financement de la région. Pour que ce soit intersectoriel, il faudrait peut-être envisager une co-organisation ? C'est plus difficile qu'une organisation simple mais cela apporte aussi une symbolique et une force de mobilisation plus importante. Les co-organisateur pourraient être :

- le Forum ;
- la Fédération des CPAS ;
- La Strada ? pour avoir une représentation du secteur à proprement parler ;
- Voir avec Daan aussi pour le côté néerlandophone, ou BPA ?

Remarque : le planning des Fédérations prévoit aussi l'écriture de mémorandums pour les élections. Ne faudrait-il pas envisager une convergence de ces mouvements ? Cependant, la façon d'aborder le contenu sera différente, ici le contenu sera apporté par les acteurs du secteur, la société civile.

Mais avec les changements dans le secteur, faire quelque chose en commun permettrait de marquer le coup.

Objectifs :

→ Forum réunissant tous les partenaires, les CPAS, les secteurs connexes.

→ Constitution d'un cahier « blanc » de revendications, sérieux et fort pour les prochaines législatures.

Prochaines étapes :

→ Retour vers les fédérations

→ Contacter les co-organisateur potentiels :

- Laurent → Nicolas
- Ariane → Jean
- Laurent → Yahyâ
- Laurent → Daan

→ Aborder ce projet à la réunion prévue le 26/01 avec la Strada, l'AMA, la Fédération Bico, le Caw, où Le Forum est invité.